

Projets de règlement

Projet de règlement

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

Orthophonistes et audiologistes — Normes d'équivalence des diplômes et de la formation aux fins de la délivrance d'un permis

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le Bureau de l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec a adopté le «Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes et de la formation aux fins de la délivrance d'un permis par l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec».

Ce règlement, dont le texte est reproduit ci-dessous, fera l'objet d'un examen par l'Office des professions du Québec en application de l'article 95 du Code des professions. Par la suite, il sera soumis, avec la recommandation de l'Office, au gouvernement qui pourra l'approuver, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce règlement a pour but de satisfaire aux dispositions prévues au paragraphe *c* de l'article 93 du Code des professions en fixant des normes d'équivalence de la formation d'une personne qui ne détient pas un diplôme requis aux fins de la délivrance d'un permis de l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec. Il a également pour but d'actualiser les normes d'équivalence des diplômes d'orthophonie et d'audiologie, diplômes reconnus aux fins de la délivrance d'un permis de l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec.

Selon l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec, ce règlement n'a pas d'impact direct sur les entreprises.

Des renseignements additionnels au sujet de ce règlement peuvent être obtenus en s'adressant à M. Jean-Philippe Legault, secrétaire et directeur général, Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec, 1265, rue Berri, bureau 730, Montréal (Québec) H2L 4X4; téléphone: (514) 282-9123, poste 302 et télécopieur: (514) 282-9541.

Toute personne ayant des commentaires à formuler au sujet de ce règlement est priée de les transmettre, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-

dessus, au président de l'Office des professions du Québec, 800, place d'Youville, 10^e étage, Québec (Québec) G1R 5Z3. Ces commentaires seront communiqués par l'Office au ministre responsable de l'application des lois professionnelles; ils pourront également l'être à l'ordre professionnel qui adopté le règlement, soit l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec, ainsi qu'aux personnes, ministères et organismes intéressés.

*Le président de l'Office
des professions du Québec,*
ROBERT DIAMANT

Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes et de la formation aux fins de la délivrance d'un permis par l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 93, par. *c*)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent règlement s'applique à toute personne qui, n'étant pas titulaire d'un diplôme donnant ouverture au permis de l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec, demande, aux fins de la délivrance d'un permis, à faire reconnaître équivalent à ce diplôme, un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec.

Il s'applique également à toute personne qui, n'étant pas titulaire d'un diplôme donnant ouverture au permis, ni d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec et pouvant être reconnu équivalent en application du présent règlement, demande, aux fins de la délivrance d'un permis, à faire reconnaître équivalente au diplôme donnant ouverture au permis, une formation qui a pu être acquise au Québec ou à l'extérieur du Québec.

2. Dans le présent règlement, on entend par:

«diplôme donnant ouverture au permis»: un diplôme reconnu par règlement du gouvernement comme donnant ouverture au permis de l'Ordre, pris en vertu du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26);

«équivalence des diplômes»: la reconnaissance par le Bureau de l'Ordre, en application du paragraphe g du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions, qu'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec atteste l'acquisition par son titulaire d'un niveau de connaissances et d'habiletés équivalent à celui qui peut être acquis par le titulaire d'un diplôme donnant ouverture au permis;

«équivalence de la formation»: la reconnaissance par le Bureau de l'Ordre, en application du paragraphe g du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions, que la formation d'une personne démontre que celle-ci a acquis un niveau de connaissances et d'habiletés équivalent à celui qui peut être acquis par le titulaire d'un diplôme donnant ouverture au permis.

3. Le secrétaire de l'Ordre transmet une copie du présent règlement à la personne qui, aux fins d'obtenir un permis de l'Ordre, demande à faire reconnaître une équivalence des diplômes ou une équivalence de la formation.

SECTION II NORMES D'ÉQUIVALENCE DES DIPLÔMES

4. La personne qui est titulaire d'une maîtrise en orthophonie ou en audiologie délivrée par une université canadienne située hors du Québec bénéficie d'une équivalence de diplôme.

5. Sauf dans le cas prévu à l'article 4, la personne qui est titulaire d'un diplôme en orthophonie ou en audiologie délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec bénéficie d'une équivalence de diplôme si ce diplôme a été obtenu au terme d'études universitaires de deuxième cycle comportant un minimum de 60 crédits de cours et de travaux pratiques et un minimum de 350 heures de stages et d'internat.

Chacun des crédits représente 15 heures de cours formels, 30 heures de présence en laboratoire ou 45 heures de stages supervisés. Les heures de stages et d'internat doivent comporter un contact direct avec la clientèle. Les crédits et heures de stages et d'internat sont répartis de la façon décrite à l'annexe I.

SECTION III NORMES D'ÉQUIVALENCE DE LA FORMATION

6. Une personne bénéficie d'une équivalence de la formation si elle possède, au terme d'une expérience pertinente de travail d'une durée minimale de 5 ans, des connaissances et habiletés équivalentes à celles acquises par le titulaire d'un diplôme reconnu comme donnant ouverture au permis.

7. Dans l'appréciation de la formation invoquée au soutien d'une demande de reconnaissance d'équivalence, le Bureau de l'Ordre tient compte particulièrement des facteurs suivants:

- 1° la nature et la durée de son expérience;
- 2° la nature et le contenu des cours suivis;
- 3° les stages de formation qu'elle a effectués;
- 4° le nombre total d'années de scolarité;
- 5° le fait qu'elle soit titulaire d'un ou de plusieurs diplômes délivrés au Québec ou ailleurs.

SECTION IV PROCÉDURE DE RECONNAISSANCE DE L'ÉQUIVALENCE

8. La personne qui, aux fins d'obtenir un permis de l'Ordre, doit faire reconnaître une équivalence des diplômes ou une équivalence de la formation, doit fournir au secrétaire de l'Ordre les documents et renseignements suivants:

- 1° une demande écrite à ce sujet accompagnée des frais d'étude de son dossier prescrits en application du paragraphe 8° de l'article 86.0.1 du Code des professions;
- 2° son dossier scolaire incluant les descriptions des cours suivis, le nombre d'heures de cours suivis ou de crédits obtenus et le relevé officiel des notes obtenues;
- 3° une copie authentique de tout diplôme dont elle est titulaire;
- 4° le cas échéant, une attestation par l'établissement d'enseignement ou par l'organisme en autorité de sa participation à tout stage de formation, internat ou travaux pratiques et de la réussite de ce stage, de cet internat ou de ces travaux pratiques;
- 5° le cas échéant, une attestation et une description de son expérience pertinente de travail dans le domaine de l'orthophonie ou de l'audiologie;
- 6° le cas échéant, une attestation officielle de toute formation additionnelle reçue au cours des 5 dernières années;
- 7° le cas échéant, tout renseignement relatif aux facteurs dont le Bureau de l'Ordre peut tenir compte en application de l'article 7.

Si un document transmis à l'appui de la demande de reconnaissance d'une équivalence est rédigé dans une langue autre que le français ou l'anglais, la personne qui fait la demande doit fournir une traduction du document en français, attestée par une déclaration sous serment de la personne qui en a fait la traduction.

9. Le secrétaire de l'Ordre transmet les documents et renseignements visés par l'article 8 à un comité formé par le Bureau de l'Ordre, conformément au paragraphe 2 de l'article 86.0.1 du Code des professions, pour étudier les demandes de reconnaissance d'une équivalence et formuler une recommandation appropriée au Bureau de l'Ordre.

Aux fins de formuler une recommandation appropriée, ce comité peut demander à la personne qui demande la reconnaissance d'une équivalence de réussir un examen ou de compléter un stage, ou de faire les deux à la fois.

10. À la première réunion du Bureau de l'Ordre qui suit la date de réception de la recommandation du comité, le Bureau décide, selon le cas:

1^o que la personne bénéficie d'une équivalence des diplômes ou d'une équivalence de la formation;

2^o que la personne ne bénéficie pas d'une équivalence des diplômes ou d'une équivalence de la formation.

Le Bureau de l'Ordre informe par écrit la personne concernée de sa décision en la lui transmettant, par courrier recommandé, dans les 15 jours de la date où elle a été rendue.

Lorsque le Bureau de l'Ordre décide que la personne ne bénéficie pas d'une équivalence des diplômes ou d'une équivalence de la formation, il doit, à la même occasion, l'informer par écrit de l'existence des programmes d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture au permis ou du complément de formation qu'elle devrait suivre avec succès dans le délai indiqué par le Bureau, compte tenu du niveau de ses connaissances et habiletés à l'époque de sa demande, pour bénéficier d'une équivalence de la formation.

11. La personne à qui le Bureau de l'Ordre ne reconnaît pas l'équivalence des diplômes ou l'équivalence de la formation peut demander au Bureau de réviser sa décision et d'être entendue. Elle doit faire parvenir au secrétaire de l'Ordre une demande écrite à ce sujet dans les 30 jours de la date de la mise à la poste de la décision du Bureau.

Le Bureau dispose d'un délai de 60 jours à compter de la date de la réception de la demande pour entendre la personne et, s'il y a lieu, réviser sa décision.

Le secrétaire de l'Ordre convoque par écrit la personne qui en fait la demande en lui transmettant un avis, par courrier recommandé, au moins 10 jours avant la date fixée pour la tenue de l'audience.

La décision du Bureau est définitive et doit être transmise à la personne par écrit et par courrier recommandé dans les 30 jours de la date où elle a été rendue.

12. Le présent règlement remplace le Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement situés hors du Québec, aux fins de la délivrance d'un permis de l'Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec, approuvé par le décret 282-93 du 3 mars 1993.

Cependant, une demande de reconnaissance d'équivalence des diplômes à l'égard de laquelle le comité visé à l'article 6 de ce règlement a, avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent règlement*), transmis sa recommandation au Bureau de l'Ordre, est évaluée en fonction du règlement que le présent règlement remplace.

13. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

ANNEXE I

(a. 5)

Matières	Nombre de crédits ou d'heures minimum requis
1) Orthophonie	
Sciences fondamentales:	12 crédits
— anatomophysiologie des systèmes sous-tendant la communication humaine	3
— développement du langage	3
— science de la parole et du langage	3
— méthodologie de la recherche	3
Formation professionnelle:	48 crédits
— troubles du langage chez l'enfant	9
— troubles du langage chez l'adulte	6
— troubles d'articulation	3
— troubles de la parole d'origine neurologique	3
— troubles de la fluidité	3

Matières	Nombre de crédits ou d'heures minimum requis	Matières	Nombre de crédits ou d'heures minimum requis
— troubles de la phonation	3	— problématiques reliées à la pratique professionnelle	3
— troubles de la résonance	3	— initiation à la recherche en audiologie	3
— audiologie et réadaptation du déficient auditif	6	— counselling	3
— méthodes compensatoires	3	Stages et internat	350 heures ²
— problématiques reliées à la pratique professionnelle	3	— évaluation audiolgogique:	100
— initiation à la recherche en orthophonie	3	— identification et analyse des besoins	
— counselling	3	— sélection, application de méthodes diagnostiques et analyse des données ainsi recueillies	
Stages et internat	350 heures ¹	— adaptation/réadaptation audiolgogique	100
— troubles d'acquisition du langage	40	— approches techniques	
— troubles acquis du langage	20	— approches non techniques	
— troubles de la fluidité	20	29336	
— troubles de la voix et de la résonance	20		
— troubles d'articulation	20		
2) Audiologie		Projet de règlement	
Sciences fondamentales	12 crédits	Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25)	
— anatomophysiologie des systèmes phonatoire, auditif, oto-vestibulaire et leurs connexions centrales	3	Médiation familiale	
— phénomènes acoustiques et psycho-acoustiques reliés au système auditif	3	— Modification	
— processus de perception auditive	3	Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le Règlement modifiant le Règlement sur la médiation familiale, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publica- tion.	
— méthodologie de la recherche	3	Le projet de règlement ci-joint modifie le Règlement sur la médiation familiale pour faire en sorte que pour toute personne qui a obtenu son accréditation comme médiateur avant le 1 ^{er} septembre 1997, le délai de deux ans pour effectuer les 10 mandats de médiation avec supervision ne commence à courir qu'à compter de cette dernière date.	
Formation professionnelle en audiologie	48 crédits	Ce projet de règlement n'a aucune incidence signifi- cative sur les entreprises et les citoyens.	
— étude des manifestations des troubles du système auditif et oto-vestibulaire	6	Des renseignements additionnels peuvent être obte- nus en s'adressant à M ^e Pierre Tanguay, 1200, route de	
— principes d'évaluation audiolgogique	9		
— principes d'évaluation appliqués à des populations spécifiques	3		
— principes de réadaptation audiolgogique:			
— approches techniques	6		
— approches non techniques	6		
— principes de réadaptation appliqués à des populations spécifiques	3		
— instrumentation en audiologie	3		
— concepts d'orthophonie pertinents à l'audiologie	3		

1. Parmi ces 350 heures de stages et d'internat, au moins 50 heures doivent être effectuées auprès des enfants, 50 auprès des adultes, 25 en interventions diagnostiques et 100 en interventions de réadaptation, de rééducation et d'adaptation. Ces heures de stages ou d'internat ne peuvent comporter plus de 35 heures en audiologie.

2. Parmi ces 350 heures de stages et d'internat, au moins 50 doivent être effectuées auprès des enfants et 50 auprès des adultes. Ces heures de stages ou d'internat ne peuvent comporter plus de 35 heures en orthophonie.